

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1884-1885.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE NOVEMBRE.

FEUILLETON AU 10 DÉCEMBRE 1884.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 877. | Par pétition datée de Focant, le 1 ^{er} septembre 1884,
Des membres du conseil communal de Focant demandent l'abrogation de la loi scolaire de 1879.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |
| 2, | 896.
926.
928.
941.
949.
960.
979.
1001.
1003. | Par pétition datée d'Ostende, le 24 novembre 1884,
Le conseil communal d'Ostende demande l'abrogation de la loi scolaire de 1884.
Même demande des conseils communaux de Blankenberghe, Hasselt, Louvain, Ledeborg, Quaregnon, Herstal, Gosselies, Tournai, Huy, Jumet, Namur, Wavre, Hornu, Arlon, Marche, Thuin, Court-Saint-Étienne, Ougrée, Jodoigne, Houdeng-Aimeries, Willebroeck, Bouffoulx, Vilvorde, Uccle, Montigny-le-Tilleul, Bressoux, Neufchâteau, Ypres, Verviers, Visé, Boom, Antoing, Leuze, Xhoris, Saint-Josse-ten-Noode, Ans, Ath, Meuin, Jalhay, Lessines, Andenne, Dinant, Laeken, Tirlemont, Wasmes, Watermael-Boitsfort, Mons, Stavelot, Dison, Hannut; d'habitants d'Iseghem; des membres du comité du <i>Vlaamsche Strijdersbond</i> , à Courtrai.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

- | | | |
|-------|------|---|
| 3. | 928. | Par pétition datée de Reckheim, le 1 ^{er} novembre 1884, |
| | 929. | Le conseil communal de Reckheim demande le main- |
| | 942. | tien de la loi scolaire du 20 septembre 1884. |
| | 948. | Même demande des conseils communaux de Ninove, |
| | 959. | Englien, Saint-Nicolas, Heppen, Cruybeke, Basel, Saint- |
| | 997. | Pierre-Capelle, Neerpelt, Caulille, Meulebeke, Overpelt, |
| 1002. | | Sinay, Peer, Beveren (Courtrai), Saint-André-lez-Dalhem, |
| 1004. | | Saint-Jean-in-Eremo, Turnhout, Halen, Meldert, Lox- |
| | | bergen, Courtrai, Wihogne, Wychmael, Brée, Elversele, |
| | | Grand-Brogel, Donck, Petit-Englien, Sarlardinghe, Petit- |
| | | Brogel, Argenteau, Rumbekke, Helchteren, Stevoort, |
| | | Laroche, Cheratte; d'habitants de Linkhout, Zeelhem; |
| | | de conseillers communaux de Trembleur, Saint-Remy, |
| | | Marcq, Ronquières, Mortroux, Steenkerque, Petit-Rœulx, |
| | | Boirs, Roloux, Fouron-le-Comte, Bombaye, Mouland, |
| | | Velroux, Weyer, Berbroek, Julémont, Dolembreux, |
| | | Hollebeke, Tongerlo, Zantvoorde, Westvleteren; de |
| | | membres du <i>Katholieke Burgerskring</i> , à Courtrai, et de |
| | | l' <i>Association catholique</i> de Herck-la-Ville. |

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

- | | | |
|----|------|--|
| 4. | 878. | Par pétition datée de Borlez, le 26 août 1884, |
| | | Le conseil communal de Borlez prie la Chambre |
| | | d'adopter le projet de loi sur l'Instruction primaire. |

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

- | | | |
|----|------|---|
| 5. | 879. | Par pétition datée de Moustier-sur-Sambre, le 2 septem- |
| | | bre 1884. |

Des membres du conseil communal et des habitants de Moustier-sur-Sambre prient la Chambre d'amender le projet de loi sur l'Instruction primaire dans le sens de la liberté.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

- | | | |
|----|------|---|
| 6. | 888. | Par pétition datée de Denderbelle, le 9 novembre 1884, |
| | | Le sieur Uyttersprot, instituteur-en-chef, et la demoiselle Debbaut, sous-institutrice, à Denderbelle, deman- |

Numeros du feuilleton	Numeros du registre des pétitions
-----------------------------	---

dent le maintien de l'école communale supprimée par le conseil communal en séance du 25 octobre 1884.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

7. 897. Par pétition datée de Mielen-sur-Aelst, le 10 novembre 1884,

Le sieur Robyns, ex-régent à l'école moyenne de l'État de Saint-Hubert, se plaint d'avoir été privé de son emploi, sans le traitement d'attente auquel lui donne droit l'article 2 du règlement sur la mise en disponibilité des membres du personnel enseignant de l'État.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

8. 898. Par pétition datée de Bruges,

Les membres du comité de la « Katholieke burgersgilde », à Bruges, prient la Chambre de repousser tout projet de réserve nationale et de maintenir la loi scolaire du 20 septembre 1884.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

9. 901. Par pétition datée de Chairières,

Des conseillers communaux libéraux de Chairières protestent contre le projet de loi sur l'enseignement primaire, prient la Chambre de le repousser et déclarent vouloir user de tous les moyens légaux pour en empêcher l'adoption.

Même demande de conseillers communaux libéraux de Fléron, Lessines, Houtain-le-Val, Couthuin, Elixem, Éghezéc, Neuve-Église.

DÉCISION : Ordre du jour.

10. 912. Par pétition datée de Beirvelde, le 9 octobre 1884,

Des habitants de Beirvelde protestent contre une décision de l'administration communale de Destelbergen supprimant l'école communale de Beirvelde.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

11.	945.	Par pétition datée de Wachtebeke, le 7 novembre 1884, Des habitants de Wachtebeke réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir le maintien ou l'érection d'une école communale dans cette localité.
-----	------	---

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

12.	955.	Par pétition datée de Saint-Léger, Des habitants de Saint-Léger demandent le maintien de la loi scolaire de 1884, l'érection de leur commune en chef-lieu de canton et de justice de paix, avec une gendarmerie à cheval, deux notaires et un pharmacien.
-----	------	--

DÉCISION : Dépôt au bureau des renseignements.

13.	885.	Par pétition datée de Lierre, le 10 novembre 1884, Le sieur Jnniger demande la réduction du budget de la guerre, l'abaissement du traitement des hauts fonctionnaires, et notamment la diminution de moitié de la liste civile du Roi.
-----	------	---

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre pour le premier point et au bureau des renseignements pour les autres, sauf en ce qui concerne la liste civile; pour ce point la commission prononce l'ordre du jour.

14.	884.	Par pétition datée d'Anvers, le 8 novembre 1884, Des habitants d'Anvers demandent la réduction du contingent annuel et le rejet de tout projet de réserve.
-----	------	---

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

15.	940. 951. 980. 998. 1000. 1005.	Par pétition datée d'Anvers, en novembre 1884, Des habitants d'Anvers demandent que le contingent soit ramené au chiffre d'avant 1878. Même demande de membres de la Société « Voor Taal en Vrijheid », à Anvers; des président et secrétaire des Sociétés : « Nederduitsche Bond », « Burgerskring », « Het Vlaamsche Volk », « Burgersbond », « Burgerszonen », à Anvers; d'habitants d'Anvers, Alost, Lierre.
-----	--	--

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

16.	885.	Par pétition datée de Chevron, le 8 novembre 1884, Des habitants du canton de Stavelot demandent la sup-
-----	------	---

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

pression des droits de barrière sur la route de Huy à Stavelot.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.*

17. 886. Par pétition datée d'Arlon, le 10 novembre 1884,
Les président et secrétaire de la Chambre de commerce d'Arlon demandent la construction de différentes lignes de chemins de fer décrétées dans les provinces de Luxembourg et de Namur.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*
18. 887. Par pétition datée d'Austruweel, le 9 novembre 1884,
Le conseil communal d'Austruweel demande que les habitants de cette localité, qui ont élevé de légères murailles de pierre contre les cloisons en bois de leurs maisons situées dans le rayon des servitudes militaires, puissent les maintenir jusqu'au moment où ces murailles deviendraient une entrave pour la défense, ou du moins jusqu'à l'été prochain.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*
19. 889. Par pétition datée de Bruxelles, le 9 novembre 1884,
Le sieur Cavereel se plaint d'avoir manqué un train par la faute de l'administration et demande le remboursement du prix de son voyage.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.*
20. 890. Par pétition datée de Hingene, le 8 novembre 1884,
930. Des habitants de Hingene demandent l'abolition du
950. tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.
Même demande d'habitants de Bornhem, Puers, Anvers, Borgerhout, Berchem.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*
21. 891. Par pétition datée d'Olloy, le 28 septembre 1884,
Des habitants d'Olloy se plaignent des violences dont les manifestants catholiques ont été l'objet à Bruxelles le 7 septembre 1884.
DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.*

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 22. | 893. | Par pétition datée d'Érezée, le 14 septembre 1884,
Le sieur Janssens, sous-officier pensionné pour infirmité contractée au service, demande un secours.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i> |
| 23. | 894. | Par pétition datée de Grand-Rosière, le 30 octobre 1884,
Des habitants de Grand-Rosière demandent l'adjonction d'une gare de marchandises à la halte de voyageurs de Petit-Rosière.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i> |
| 24. | 895.
915.
932.
943.
951.
957.
985. | Par pétition datée de Bruxelles, le 11 novembre 1884,
Le sieur Leynen-Hougaerts prie la Chambre de voter un projet de loi enlevant la police de la ville de Bruxelles à son bourgmestre.
Même demande d'habitants de Bruxelles; du conseil communal de Meulebeke; d'habitants de Wychmael, Petit-Brogel.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |
| 25. | 896. | Par pétition datée de Bruxelles, le 11 novembre 1884,
Les vice-présidents et secrétaire de l'Association conservatrice de Bruxelles prient la Chambre de voter d'urgence une loi accordant au Gouvernement le pouvoir de réprimer les désordres de la rue, sans devoir attendre l'action des administrations communales.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |
| 26. | 899. | Par pétition datée de Malèves, le 11 novembre 1884,
Le sieur Delvaux propose des modifications aux lois électorales.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |
| 27. | 900. | Par pétition datée d'Espierres, le 2 septembre 1884,
Le sieur Seynaeve demande la restitution de l'impôt sur la culture du tabac qu'il a dû payer en 1884.
<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 28. | 902. | <p>Par pétition datée de Herve, le 1^{er} octobre 1884,</p> <p>Le sieur Santkin, instituteur pensionné, demande qu'on continue de lui accorder le secours de 100 francs qu'il reçoit annuellement depuis 1878.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 29 | 903. | <p>Par pétition datée de Kester,</p> <p>Le sieur Wouters se plaint d'avoir été retenu une année de trop sous les drapeaux et demande à être indemnisé de ce chef.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 30. | 904. | <p>Par pétition datée de Grand-Brogel, le 6 septembre 1884,</p> <p>Le conseil communal de Grand-Brogel demande l'établissement d'un tramway à vapeur de Bourg-Léopold à Maesecky.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics.</i></p> |
| 31. | 905. | <p>Par pétition datée de Laeken, le 18 octobre 1884,</p> <p>Le sieur Emmery demande une pension pour infirmités contractées au service militaire.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 32. | 906. | <p>Par pétition datée de Goronne, le 17 septembre 1884,</p> <p>La dame Probst demande que le sieur Miesen, milicien de la classe de 1881, soit soumis à l'examen d'une commission médicale régulièrement constituée.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 33. | 907. | <p>Par pétition datée de Ledeborg, le 18 septembre 1884,</p> <p>Des habitants de Ledeborg se plaignent de la situation qui est faite au personnel de l'administration des chemins de fer au point de vue des gratifications et des augmentations de traitement.</p> <p><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.</i></p> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 34. | 909. | Par pétition datée de Jennevaux, le 8 septembre 1884,
Le sieur Warnant demande la construction de la route
de Celles par Hulsonniaux vers Mesnil-Saint-Blaise.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture,
de l'Industrie et des Travaux publics.</i> |
| 35. | 910. | Par pétition datée de Tournai, le 8 septembre 1884,
Des combattants de 1830, à Tournai, demandent une
pension.

<i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur
et de l'Instruction publique et des Finances.</i> |
| 36. | 911. | Par pétition datée de Malines, le 3 novembre 1884,
Le conseil communal de Malines demande le rachat par
l'État du canal de Louvain au Rupel ainsi que du canal
de Bruxelles à Willebroeck.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Agriculture,
de l'Industrie et des Travaux publics.</i> |
| 37. | 914. | Par pétition datée d'Ypres, le 10 octobre 1884,
Le sieur Moreau, sous-officier pensionné, demande une
augmentation de pension.

<i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres des Finances
et de la Guerre.</i> |
| 38. | 915. | Par pétition datée de Charleroi, le 1 ^{er} septembre 1884.
Le sieur Delporte se plaint d'être illégalement incor-
poré dans l'armée.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i> |
| 39. | 916. | Par pétition datée de Bruxelles, le 4 septembre 1884,
Le sieur Vanden Branden se plaint des moyens employés
par les recruteurs militaires officiels.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i> |
| 40. | 917. | Par pétition datée de Matagne-la-Grande, le 10 novem-
bre 1884.

Des habitants de Matagne-la-Grande se plaignent du
refus du président du bureau principal, pour les élections
communales du 19 octobre dans cette localité, de recevoir
deux candidatures.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et
de l'Instruction publique.</i> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 41. | 918. | <p>Par pétition datée de Charleroi, le 10 novembre 1884,</p> <p>Des membres de l'Union constitutionnelle de l'arrondissement de Charleroi prient la Chambre de rejeter tout projet de réserve nationale.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 42. | 919. | <p>Par pétition datée d'Engies, le 12 novembre 1884,</p> <p>Le sieur Castiaux, milicien de la classe de 1874, se plaint du retard apporté par le Ministère des Finances à lui transmettre son livret de la caisse d'épargne.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 43. | 920. | <p>Par pétition datée de Gellick, le 14 novembre 1884,</p> <p>Le conseil communal de Gellick demande une enquête sur la situation de l'instituteur communal de cette localité.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 44. | 922. | <p>Par pétition datée de Maeseyc, le 14 novembre 1884,</p> <p>Des habitants de Maeseyc, appelés en témoignage devant le juge de paix du canton de Bruxelles, se plaignent d'avoir été insuffisamment taxés.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et des Finances.</i></p> |
| 45. | 925. | <p>Par pétition datée de Frameries, le 15 novembre 1884,</p> <p>Le sieur Duez, dont le fils a reçu la rémunération militaire en exécution de l'article 3 sur la matière, proteste contre cette décision.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 46. | 924. | <p>Par pétition datée d'Archennes, le 15 novembre 1884,</p> <p>Des habitants d'Archennes proposent des modifications aux lois électorales et demandent, notamment, la représentation des minorités.</p> <p style="text-align: center;"><i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 47. | 934. | Par pétition datée de Jemappes, le 18 novembre 1884,
Des pensionnés civils, à Jemappes, demandent une
augmentation de pension pour 1885.

<i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur
et de l'Instruction publique et des Finances.</i> |
| 48. | 936. | Par pétition datée de Ledeborg, le 16 novembre 1884,
Le sieur Deloor, décoré de la Croix de fer, demande
une pension.

<i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur
et de l'Instruction publique et des Finances.</i> |
| 49. | 944. | Par pétition datée de Sivry, le 19 novembre 1884,
Le bourgmestre de Sivry se plaint des procédés du curé
de cette paroisse en matière de « Te Deum ».

<i>DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres de la Justice
et de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i> |
| 50. | 952. | Par pétition datée de Radelange, en novembre 1884,
Le sieur Kerger demande une place dans un bureau
quelconque.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur
et de l'Instruction publique.</i> |
| 51. | 953. | Par pétition datée d'Asch, le 15 novembre 1884,
Le sieur Criens, ancien instituteur communal, demande
le remboursement de deux bourses d'études, de 200 francs
chacune, que sa fille a dû restituer, pour n'avoir point
voulu continuer à suivre les cours d'une école normale de
l'État, sous le régime de la loi scolaire de 1879.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur
et de l'Instruction publique.</i> |
| 52. | 956. | Par pétition datée de Liège, le 21 novembre 1884,
La dame Delchef, ex-directrice d'école communale,
sollicite une pension.

<i>DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur
et de l'Instruction.</i> |
| 53. | 958. | Par pétition datée de Bruxelles, le 21 novembre 1884,
Le sieur Greuse, éditeur, demande un subside pour la |

Numéros
du
feuilleton. Numéros
du registre des
pétitions.

publication d'un dictionnaire français-néerlandais et néerlandais-français.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et l'Instruction publique.

54. 976. Par pétition datée de Saint-Josse-ten-Noode, le 21 novembre 1884.

La dame Coutelle, veuve d'un sergent au 12^e de ligne, demande que son enfant soit reçu parmi les pupilles de l'armée.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

55. 982. Par pétition datée de Stavelot, le 24 novembre 1884,

Le sieur Bonnelance réclame l'intervention de la Chambre pour être admis à exposer et à défendre, devant les hauts fonctionnaires de l'administration des chemins de fer, un système de voie d'évitement dont il est l'inventeur.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes.

56. 983. Par pétition datée de Bruxelles, le 22 novembre 1884,

Les président et secrétaire de l'Association des candidats-notaires réitèrent leur demande d'augmentation du nombre des notaires dans l'agglomération bruxelloise.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

57. 999. Par pétition datée de Bruxelles, le 23 novembre 1885,

Le sieur Robyns, milicien de 1874, demande que la rémunération à laquelle il a droit lui soit payée intégralement.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.

58. 1007. Par pétition datée de la Bouverie,

Le sieur Musin demande le remboursement du principal et des intérêts d'une somme versée par lui à la caisse de prévoyance des ouvriers mineurs du Couchant de Mons.

DÉCISION : Dépôt au bureau des renseignements.

59. 1008. Par pétition datée de Messines, le 25 novembre 1884,

Des membres de l'administration communale de Messines demandent que l'interdiction des combats de coqs soit levée.

DÉCISION : Dépôt au bureau des renseignements.